

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2808

8 novembre 2013

SOMMAIRE

Allway S.à r.l.	134763	Elements S.A.	134744
AMO Holding 6 S.A.	134739	Enop 4 A.G.	134745
Anima Sicav	134739	ESJ S.C.A. SICAR	134742
Aperta Sicav	134739	Eurolux Properties S.A.	134745
Axis S.A.	134740	European Technical Graphics S.A.	134744
Barlinek Luxembourg S.à r.l.	134738	Euroset Television S.à r.l.	134745
BGP Property Partner 1 S.à r.l.	134738	Evolis S.A.	134740
BMHRE 8	134739	Exchequer Court	134744
BOP Properties S.A.	134782	Fiduciaire Birchall & Rosa, S.à r.l.	134745
Borletti Group 2 S.à r.l.	134738	Fincere Capital Investments S.à r.l.	134746
Britannica Recoveries S.à r.l.	134739	FircoSoft Luxembourg S.à r.l.	134745
Caves Maia S.à r.l.	134740	Flossbach von Storch SICAV	134746
Centralis S.A.	134738	Formes Contemporaines S.A.	134747
Champ-Vert II S.à r.l.	134740	Fortuna Select Fund	134747
Champ-Vert S.à r.l.	134743	FP-EFR Parallel S.à r.l.	134746
Chesapeake Holdings S.à r.l.	134749	FP-EFR S.à r.l.	134747
Ciné Invest S.A.	134742	FTF Galleon S.A.	134746
Clomax s.à r.l.	134743	Fun Play	134748
CMC Mathias Import/Export S.A.	134784	Gestions Immobilières Sigrid Pagani S.à r.l.	134748
CM Project	134743	Guardian Segur S.A.	134739
CM Project	134742	H.B.P. S.A.	134748
Cofinimmo Luxembourg S.A.	134743	HDI London Property S.A.	134747
Colbec s.à r.l.	134738	Intu Holding S.à r.l.	134771
CRC GSCF (Lux) S.à r.l.	134742	I.S.H. Management S.A.	134748
Crea Connect S.A.	134742	JMC Constructions S.à r.l.	134784
Cybel Carbon	134741	Langley HoldCo S.à r.l.	134759
Cybertronic SA	134741	LCI Education S.A.	134761
DC Holdco	134741	M3 Credit General Partner S.à r.l.	134752
Duemme Sicav	134741	Market Vectors S.A.	134739
Duvem S.A.	134741	Yorkham S.à r.l.	134783
Eastern Opportunities S.A., SICAV-FIS	134743		
EC Investments International S.à r.l.	134744		

Barlinek Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.387.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013137242/14.

(130167231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Borletti Group 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 128.429.

—
Le bilan au 31/03/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137246/9.

(130167558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**BGP Property Partner 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 108.118.

—
Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137250/10.

(130167693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Centralis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.474.

—
L'adresse professionnelle actuelle de Messieurs Aidan FOLEY et Sébastien FRANÇOIS administrateurs-délégués de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137293/10.

(130167659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Colbec s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6682 Merttert, 5, rue de Mompach.

R.C.S. Luxembourg B 36.040.

—
Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Edouard BECKIUS

Le Gérant

Référence de publication: 2013137304/11.

(130167346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Britannica Recoveries S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 154.298.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2013.
Référence de publication: 2013136628/10.
(130166748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

**Anima Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Aperta Sicav).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 87.257.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2013.
Référence de publication: 2013136599/10.
(130166788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

AMO Holding 6 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 135.578.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2013.
Référence de publication: 2013136592/10.
(130166653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

**Guardian Segur S.A., Société Anonyme,
(anc. Market Vectors S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 168.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2013.
Référence de publication: 2013136806/11.
(130166667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

BMHRE 8, Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
R.C.S. Luxembourg B 142.550.

Koordinierte Satzung hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Junglinster, den 1. Oktober 2013.

Für die Gesellschaft
Jean SECKLER
Der Notar

Référence de publication: 2013137262/13.
(130167430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Axis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.603.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 septembre 2013

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;
- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;
- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137238/21.

(130167662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Caves Maia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9145 Erpeldange, 45, Porte des Ardennes.
R.C.S. Luxembourg B 139.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137288/9.

(130167320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Champ-Vert II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 62, rue du Dix Octobre.
R.C.S. Luxembourg B 105.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137294/9.

(130167258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Evolis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 66.121.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30.09.13.

Pour: EVOLIS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Johanna Tenebay / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013137368/15.

(130167134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Duvem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9909 Troisvierges, 3, rue de Bellain.
R.C.S. Luxembourg B 125.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137341/10.

(130167539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Duemme Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 65.834.

Extrait de la résolution circulaire du conseil d'administration datée du 18 juin 2013

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR

Le Conseil d'administration a été informé de la décision de Mr Aldo Di Rienzo de terminer son mandat d'administrateur avec effet à la date du 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013137338/11.

(130167502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

DC Holdco, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 34.250,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 135.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137327/9.

(130167529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Cybertronic SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 103.237.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 30 juillet 2013 à 16.00 heures

Suite au décès du commissaire aux comptes Monsieur André ROELANTS, l'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer au poste de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2018 Monsieur Ioannis NTOURAS, né à Bruxelles (B) le 26.08.1966, demeurant à B - 1731 Zellik, 34, Goede Luchtwijk.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2013137316/14.

(130167186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Cybel Carbon, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 160.876.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137315/10.

(130167635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Crea Connect S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2356 Luxembourg, 42, rue de Pulvermühl.
R.C.S. Luxembourg B 71.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137312/10.

(130167644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

CRC GSCF (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 106.528.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 24 septembre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY, gérant de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137311/14.

(130167107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

CM Project, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3543 Dudelange, 116, rue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 137.916.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137301/10.

(130167586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Ciné Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 75.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137297/9.

(130167604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

ESJ S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 169.860.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137360/11.

(130167636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Cofinimmo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 100.044.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cofinimmo

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013137303/12.

(130167741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

CM Project, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3543 Dudelange, 116, rue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 137.916.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137300/10.

(130167585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Champ-Vert S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 62, rue du X Octobre.
R.C.S. Luxembourg B 76.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137295/9.

(130167225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Clomax s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4978 Fingig, 8, rue Michelacker.
R.C.S. Luxembourg B 151.244.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137298/10.

(130167699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Eastern Opportunities S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 141.101.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 1^{er} octobre 2013

L'Assemblée réélit ERNST & YOUNG, Luxembourg en tant que Réviseur d'Entreprises pour un nouveau terme d'un an, se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Certifié sincère et conforme

Pour EASTERN OPPORTUNITIES S.A., SICAV-FIS

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013137353/13.

(130167510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Exchequer Court, Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 150.591.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société prisent à Luxembourg le 30 septembre 2013*

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 septembre 2013 que:

1. l'associé unique a décidé de clôturer la liquidation.

2. l'associé unique a décidé que les documents et comptes de la Société seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir de la date de la publication de la clôture de la liquidation au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013137351/19.

(130167242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

EC Investments International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 174.198.

Extrait des résolutions circulaires prises par les gérants de la société en date du 27 septembre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY et de Monsieur Tamás HORVÁTH, gérants de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137354/14.

(130167092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Elements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 102.744.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137356/9.

(130167167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

European Technical Graphics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3524 Dudelange, 9, rue Norbert Metz.
R.C.S. Luxembourg B 96.858.

L'adresse de l'administrateur de la société, Monsieur NEYROUD Michael, est transférée avec effet au 1^{er} novembre 2012

de L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt,

à L-3524 Dudelange, 9, rue Norbert Metz,

Dudelange, le 26/09/2013.

Neyroud Michael.

Référence de publication: 2013137366/12.

(130167323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Euroset Television S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.993.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 26 septembre 2013

L'associé unique de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137367/12.

(130167209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Eurolux Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 87.617.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137363/9.

(130167383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Enop 4 A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 76.812.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 1. Oktober 2013.

Für die Gesellschaft

Jean SECKLER

Der Notar

Référence de publication: 2013137357/13.

(130167428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

FircoSoft Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.678.

Il résulte d'une décision de la Société, que le siège social de la Société est transféré du 5, rue Monnet, L-2180 Luxembourg au 3^{ème} étage du 43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Octobre 2013.

Référence de publication: 2013137374/11.

(130167503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Fiduciaire Birchall & Rosa, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Walferange, 2, rue Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 144.443.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137383/9.

(130167204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Fincere Capital Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.640.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 20 septembre 2013:

1. que la démission de M. Ivo Hemelraad en tant que gérant de classe A est acceptée avec effet au 20 septembre 2013;
2. que M. Mario COHN avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant de classe A avec effet au 20 septembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137372/15.

(130167281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Flossbach von Storch SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.073.

Mit Beschluss des Verwaltungsrates vom Oktober 2012 wird der Sitz der Gesellschaft per 1. Januar 2013 von 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen nach

23, route d'Arlon, L-8009 Strassen

verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im September 2013

Für Flossbach von Storch SICAV

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013137375/16.

(130167647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

FP-EFR Parallel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.868,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 165.341.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137389/9.

(130167603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 154.340.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

CMS Management Services S.A.

Mandataire

Mme Catherine Noens

Représentant permanent

Référence de publication: 2013137391/14.

(130167103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

FP-EFR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 675.572,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 163.145.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013137390/9.

(130167573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Fortuna Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 88.201.

Le bilan au 30 Avril 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FORTUNA SELECT FUND
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC Investor Services Bank S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2013137388/13.

(130167256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Formes Contemporaines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8081 Bertrange, 126A, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 11.991.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Bertrange en date du 5 septembre 2013

Il résulte dudit procès-verbal que:

Les Mandats de: Monsieur Guido ADAMS
Monsieur Peter ADAMS
Madame Ann ADAMS

En tant qu'administrateurs et celui de Alex. BENOY en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés pour un terme d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Bertrange, le 5 septembre 2013.

Pour la Société

Référence de publication: 2013137387/16.

(130167734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

HDI London Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 171.877.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 27 septembre 2013:

1. Monsieur Valeriy IAKOVLEV, a été révoqué de son poste d'administrateur avec effet au 27 septembre 2013.
2. La nomination de Monsieur Victor PROSHIN, né le 7 août 1974 à Dankov, Russie, demeurant au 34, Engels Street, Dankov, Dankovski district, Lipetskiy region, Russie, en tant qu'administrateur unique a été acceptée avec effet au 27 septembre 2013 et ce pour une durée de 6 années.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137407/16.

(130167515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Gestions Immobilières Sigrid Pagani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 62, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 79.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137394/9.

(130167547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Fun Play, Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 80, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 155.674.

Extrait de l'AGE du 05.01.2013

A l'unanimité et par vote spécial, l'Assemblée décide de révoquer les administrateurs Monsieur Thierry Tordeurs né à Balen (Belgique) le 14 février 1965 demeurant 80 Grand-rue à L-9711 Clervaux, Madame Dominique Tordeurs, employée privée, née à Mol (Belgique) le 18 février 1964, demeurant à B-1440 Brainele-Château, 2, rue Louis Gheude et Madame Kahrien Lerbs, née à Arlon (Belgique) le 26 juillet 1969, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1^{er}

L'assemblée nomme en qualité d'administrateurs Monsieur TORDEURS Thierry, demeurant Grand Rue 80 à L-9711 Clervaux, Madame Catherine Degembe, née le 14 avril 1965 demeurant à B-1495 Marbais, 50 rue de la Jouerie et Monsieur Brismee Eric né le 21 novembre 1978 demeurant à B-1471 Loupigne, 5 rue des Saules

Ces mandats prendront fin à l'assemblée générale annuelle de 2018,

M Thierry Tordeurs

Le Président

Référence de publication: 2013137392/19.

(130167540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

H.B.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.861.

EXTRAIT

Le Directoire, lors de sa réunion du 26 septembre 2013, a décidé de transférer avec effet au 1^{er} octobre 2013, le siège social de la société du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au:

- 4, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Pour H.B.P. S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013137403/14.

(130167441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

I.S.H. Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 109, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 151.337.

Par la présente, je soussignée Hélène IURLARO vous informe de ma décision de démissionner, avec effet immédiat, de mes fonctions d'Administrateur de la société anonyme I.S.H. MANAGEMENT SA, établie et ayant son siège social 109, Avenue de la Faïencerie à L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous le numéro B151337.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Hélène IURLARO.

Référence de publication: 2013137414/12.

(130167319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Chesapeake Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 560.204,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.874.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of August,

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Chesapeake Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 142.874, having a share capital of EUR 560,295.- (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 11 November 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2812 dated 21 November 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 August 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2741 dated 19 October 2011.

The Meeting is opened with Mrs. Sophie Henryon, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette, in the chair.

The Chairman appoints as Secretary Mrs. Brigitte Martin, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The Meeting elects as Scrutineer Mrs. Claudia Rouckert, employee, with professional address in Esch-sur-Alzette.

The bureau of the Meeting having thus been formed, the Chairman declares that:

I. The name of the shareholders present or represented (the Shareholders) and the number of shares they hold are indicated on an attendance list. This list, after having been signed by the members of the bureau and the undersigned notary, will remain attached to the present minutes. The powers of attorney of the Shareholders represented at the Meeting will also remain attached to the present minutes after signature ne varietur by the representatives of the Shareholders, the bureau and the undersigned notary.

II. This attendance list shows that all the shares representing the entire share capital are represented at the Meeting so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which are known to the Shareholders.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1) Waiver of the convening notices;

2) Reduction of the share capital of the Company by an amount of ninety-one (EUR 91.-) in order to bring it from its current amount of five hundred sixty thousand two hundred and ninety-five euro (EUR 560,295.-), represented by five hundred sixty thousand two hundred and ninety-five (560,295) shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, to the amount of five hundred sixty thousand two hundred and four euro (EUR 560,204.-), through the cancellation of ninety-one (91) C ordinary shares owned by the Company;

3) Amendment to article 5.1 of the Articles in order to reflect the share capital decrease of the Company;

4) Acknowledgement and approval of the resignation of H.R.T. Révision S.A. as auditor (commissaire) of the Company with effect as of 1 January 2012 and discharge;

5) Appointment of Mr. Ricki Brent Smith as auditor (commissaire) of the Company with effect as of 1 January 2012 until the annual general meeting of the shareholders resolving on the Company's annual accounts for the financial year ending December 31st, 2013;

6) Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above with power and authority granted to any manager of the Company, acting individually on behalf of the Company to proceed with the registration of the cancelled shares in the register of shareholders of the Company; and

7) Miscellaneous.

IV. The shareholders, present or represented by their proxyholder then decide to take the following resolutions at unanimity:

First resolution

The entire share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Shareholders resolve to waive the convening notices, considering themselves as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders resolve to reduce the share capital of the Company by an amount of ninety-one (EUR 91.-) in order to bring it from its current amount of five hundred sixty thousand two hundred and ninety-five euro (EUR 560,295.-), represented by five hundred sixty thousand two hundred and ninety-five (560,295) shares, having a par value of one euro

(EUR 1.-) each, to the amount of five hundred sixty thousand two hundred and four euro (EUR 560,204.-), through the cancellation of ninety-one (91) C ordinary shares owned by the Company.

Third resolution

As a result of the share capital reduction, the Shareholders resolve to amend article 5.1 of the Article, which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's corporate capital is set at five hundred sixty thousand two hundred and four euro (EUR 560,204.-), represented by (i) fifty-three thousand nine hundred and fifty-eight (53,958) A ordinary shares of one Euro (EUR 1.-) each (the A Ordinary Shares), (ii) four hundred and ninety-eight thousand one hundred and two (498,102) B ordinary shares of one Euro (EUR 1.-) each (the B Ordinary Shares) and (iii) eight thousand one hundred and forty-four (8,144) C ordinary shares of one Euro (EUR 1.-) each (the C Ordinary Shares) (individually and irrespective of class, a Share and together, irrespective of class, the Shares)".

Fourth resolution

The Shareholders resolve to acknowledge and approve the resignation of H.R.T. Révision S.A. as auditor (commissaire) of the Company with effect as of 1 January 2012 and to grant it full discharge (quitus) for the execution of its mandate from the date of its appointment until 1 January 2012.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to appoint Mr. Ricki Brent Smith, born in Sutton-In-Ashfield on 10 February 1969, having his professional address at Millennium Way West, Phoenix Centre, Nottingham, NG 8 6AW, United Kingdom, as auditor (commissaire) of the Company with effect as of 1 January 2012 until the annual general meeting of the shareholders resolving on the Company's annual accounts for the financial year ending December 31st, 2013.

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority granted to any manager of the Company, acting individually on behalf of the Company to proceed with the registration of the cancelled shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le dix-neuf août.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Chesapeake Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.874, ayant un capital social de EUR 560.295,-(la Société), constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2812 du 21 novembre 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 5 août 2011 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2741 en date du 19 octobre 2011.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Mme. Sophie Henryon, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le Président nomme Mme. Brigitte Martin, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette comme secrétaire comme Secrétaire.

L'Assemblée choisit Mme. Claudia Rouckert, employée privée, de résidence professionnelle à Esch-sur-Alzette comme Scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare que:

I. Le nom des associés présents ou représentés (les Associés) ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste, après avoir été signée par les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte. Les procurations des Associés représentés à l'Assemblée resteront également annexées au présent acte après signature ne varietur par les représentants des Associés, le bureau et le notaire instrumentant.

II. Cette liste de présence indique que toutes les parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée qui peut dès lors valablement prendre une décision sur tous les sujets de l'ordre du jour connus des Associés.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1) Renonciation aux formalités de convocation;

2) Diminution du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-onze euros (EUR 91,-) afin de le porter de son montant actuel de cinq cent soixante mille deux cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 560.295,-) représenté par cinq cent soixante mille deux cent quatre-vingt-quinze (560.295) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de cinq cent soixante mille deux cent quatre euros (EUR 560.204,-), par l'annulation de quatre-vingt-onze (91) parts sociales de catégorie C détenues par la Société;

3) Modification de l'Article 5.1 des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social de la Société;

4) Prise en compte et approbation de la démission de H.R.T. Révision S.A. en tant que commissaire de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2012 et décharge;

5) Nomination de Monsieur Ricki Brent Smith en tant que commissaire de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2012 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés décidant sur les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2013;

6) Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre des associés de la Société;

7) Divers.

Alors, par conséquent, les Associés, agissant par le biais de leurs mandataires, ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, les Associés décident de renoncer aux formalités de convocation, se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

Les Associés décident de diminuer le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-onze euros (EUR 91,-) afin de le porter de son montant actuel de cinq cent soixante mille deux cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 560.295,-) représenté par cinq cent soixante mille deux cent quatre-vingt-quinze (560.295) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de cinq cent soixante mille deux cent quatre euros (EUR 560.204,-), par l'annulation de quatre-vingt-onze (91) parts sociales de catégorie C détenues par la Société.

Troisième résolution

En conséquence de la diminution de capital social, les Associés décident de modifier l'Article 5.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à cinq cent soixante mille deux cent quatre euros (EUR 560.204,-) représenté par (i) cinquante-trois mille neuf cent cinquante-huit (53.958) parts sociales ordinaires A d'un euro (EUR 1,-) chacune (les Parts Sociales Ordinaires A), (ii) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille cent deux (498.102) parts sociales ordinaires B d'un euro (EUR 1,-) chacune (les Parts Sociales Ordinaires B) et (iii) huit mille cent quarante-quatre (8.144) parts sociales ordinaires C d'un euro (EUR 1,-) chacune (les Parts Sociales Ordinaires C) (individuellement et indépendamment de la classe, une Part Sociale et ensemble, indépendamment de la classe, les Parts Sociales).»

Quatrième résolution

Les Associés décident de prendre en compte et d'accepter la démission de H.R.T. Révision S.A. en tant que commissaire de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2012 et de lui accorder pleine décharge (quitus) pour l'exécution de son mandat depuis la date de sa nomination et jusqu'au 1^{er} janvier 2012.

Cinquième résolution

Les Associés décident de nommer Monsieur Ricki Brent Smith, né à Sutton -In-Ashfield le 10 février 1969, dont l'adresse professionnelle se situe à Millenium Way West, Phoenix Centre, Nottingham, NG 8 6AW, Royaume-Uni, en tant que

commissaire de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2012 jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés décidant sur les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2013.

Sixième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre des associés de la Société.

Frais

Le montant total des coûts, dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte est estimé à environ EUR 1.500,-.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, Grand/Duché de Luxembourg à la date d'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux comparantes, ils ont signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Martin, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 août 2013. Relation: EAC/2013/10997.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013136002/183.

(130165594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

M3 Credit General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.380.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh of September.

Before Us Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- M3 Capital Partners Limited, a limited company existing under the laws of the United Kingdom, with registered office at 180, Picadilly, 6th Floor, London, W1J 9ER, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies of England and Wales under number 3325060,

here represented by Mr Dominique Léonard, employee, having his professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, by virtue of one (1) proxy given on September 9th, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of M3 Credit General Partner S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company shall in particular be appointed as and act as the managing general partner of one or several partnership (s) in which it holds participations and/or shares.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the Municipality of Niederanven.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 6. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14Article 14.

Art. 7. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 8. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 10. The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least three (3) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

The Company may be managed by a sole manager (the Sole Manager) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Managers.

Art. 11. In dealing with third parties, the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. The Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager (s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case

of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Managers.

No such convening notice is required if all the members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager, and any decision taken by the Board of Managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 13. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

134755

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
M3 Capital Partners Ltd, prenamed	12.500	EUR 12.500
Total	12.500	EUR 12.500

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole Shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A

- Mr Robert Meyer, Investment Advisor, born on August 31, 1960 in Harare (Zimbabwe), residing at 41, Ranulf Road, London, NW2 2BS, UK;

Category B

- Mr Paul Bijoux, Accountant, born on February 18, 1984 in Liverpool (UK), professionally residing at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

- Mr Alain Heinz, company manager, born on May 17, 1968 in Forbach (France), residing at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

2. The address of the registered office of the Company is fixed at 1B, Heienhaff, L- 1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, he signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois de septembre.

Par-devant Nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

- M3 Capital Partners Limited, une limited company existant en vertu des lois du Royaume Uni, ayant son siège social au 180, Piccadilly, 6e étage, Londres, W1J 9ER, Royaume Uni,

ici représentée par M. Dominique Léonard, employé, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en vertu d'une (1) procuration donnée le 09 septembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de M3 Credit General Partner S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. L'objet de la Société est la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que la gestion de ces participations, au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger. La Société peut en particulier acquérir, par voie de souscription, achat et échange ou de tout autre manière, toute part sociale, action ou autre valeur mobilière

participative, obligations, bons et autre valeur mobilière représentative de dette et de façon générale, toute valeur mobilière ou instrument financier émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autre titres représentatifs de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

En particulier, la Société sera nommée et agira en qualité d'associé gérant d'une ou de plusieurs sociétés en commandite dans lesquels elle détient une participation et/ou des actions.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts. La Société peut prêter des fonds, y inclus sans limitation, le produit d'emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ou tout autre société. La Société peut également donner des sûretés ou gager, céder, grever ou de tout autre manière créer et accorder des garanties sur tout ou partie de son patrimoine pour garantir ses propres obligations et celles de tout autre société et, de façon générale, pour son propre bénéfice ou celui de toute autre société ou personne. Pour écarter tout doute, la Société ne pourra pas exercer d'activités relevant du secteur financier sans avoir obtenu d'autorisation préalable à cet effet.

La Société peut faire usage de techniques et instruments pour gérer ses investissements de façon efficace et se protéger contre les risques de crédit, de change et de taux d'intérêts et tout autre risque.

La Société peut réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cent Euro (EUR 12.500,00) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 6. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

Art. 7. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 8. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 9. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins trois (3) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B".

Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

La Société peut être administrée par un gérant unique (le Gérant Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérants ou non, associé ou non.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Un gérant de n'importe quelle catégorie peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant de n'importe quelle catégorie peut représenter plusieurs gérants de n'importe quelle catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et avec au moins la présence d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B; et toute décision du Conseil de Gérance ne peut être prise qu'à la majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Parts sociales	Libération
M3 Capital Partners Ltd, prénommé	12.500	EUR 12.500,00
Total	12.500	EUR 12.500,00

Le montant de douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Catégorie A

- M. Robert Meyer, conseiller en investissement, né le 31 août 1960 à Harare (Zimbabwe), demeurant au 41, Ranulf Road, Londres, NW2 2BS, Royaume Uni;

Catégorie B

- M. Paul Bijoux, comptable, né le 18 février 1984 à Liverpool (UK), demeurant professionnellement au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

- M. Alain Heinz, gérant de sociétés, né le 17 mai 1968 à Forbach (France), demeurant au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

2. L'adresse du siège social est fixée au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Léonard, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 septembre 2013. Relation: EAC/2013/11890. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013136271/351.

(130165590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Langley HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 178.304.

EXTRAIT

Suite à un contrat de transfert de parts sociales entre parties en date du 28 août 2013, le capital social de la Société est dorénavant détenu comme suit:

- Triton Fund III L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1081 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 1.104.070 parts sociales ordinaires
- * 979 parts sociales de la classe A
- * 979 parts sociales de la classe B
- * 979 parts sociales de la classe C
- * 979 parts sociales de la classe D
- * 979 parts sociales de la classe E
- * 979 parts sociales de la classe F
- * 979 parts sociales de la classe G
- * 979 parts sociales de la classe H
- * 979 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III F&F G L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1083 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 3.546 parts sociales ordinaires
- * 3 parts sociales de la classe A
- * 3 parts sociales de la classe B
- * 3 parts sociales de la classe C
- * 3 parts sociales de la classe D
- * 3 parts sociales de la classe E
- * 3 parts sociales de la classe F
- * 3 parts sociales de la classe G
- * 3 parts sociales de la classe H
- * 3 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III F&F No.2 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1084 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 2.320 parts sociales ordinaires
- * 2 parts sociales de la classe A
- * 2 parts sociales de la classe B
- * 2 parts sociales de la classe C
- * 2 parts sociales de la classe D
- * 2 parts sociales de la classe E
- * 2 parts sociales de la classe F
- * 2 parts sociales de la classe G
- * 2 parts sociales de la classe H
- * 2 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III F&F No.3 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1085 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 6.518 parts sociales ordinaires
- * 6 parts sociales de la classe A
- * 6 parts sociales de la classe B
- * 6 parts sociales de la classe C
- * 6 parts sociales de la classe D
- * 6 parts sociales de la classe E
- * 6 parts sociales de la classe F
- * 6 parts sociales de la classe G
- * 6 parts sociales de la classe H
- * 6 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III F&F No.4 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1116 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 9.594 parts sociales ordinaires
- * 9 parts sociales de la classe A
- * 9 parts sociales de la classe B
- * 9 parts sociales de la classe C
- * 9 parts sociales de la classe D
- * 9 parts sociales de la classe E
- * 9 parts sociales de la classe F
- * 9 parts sociales de la classe G
- * 9 parts sociales de la classe H
- * 9 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III No.2 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1213 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 91.106 parts sociales ordinaires
- * 81 parts sociales de la classe A
- * 81 parts sociales de la classe B
- * 81 parts sociales de la classe C
- * 81 parts sociales de la classe D
- * 81 parts sociales de la classe E
- * 81 parts sociales de la classe F
- * 81 parts sociales de la classe G
- * 81 parts sociales de la classe H
- * 81 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III G L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1197 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 16.686 parts sociales ordinaires
- * 15 parts sociales de la classe A
- * 15 parts sociales de la classe B
- * 15 parts sociales de la classe C
- * 15 parts sociales de la classe D
- * 15 parts sociales de la classe E
- * 15 parts sociales de la classe F
- * 15 parts sociales de la classe G
- * 15 parts sociales de la classe H
- * 15 parts sociales de la classe I

- Triton Fund III Executives L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited

Partnerships de Jersey sous le numéro 1082 agissant par son general partner Triton Fund III General Partner L.P., ayant son siège social au Charter Place (premier étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, détient:

- * 6260 parts sociales ordinaires
- * 5 parts sociales de la classe A
- * 5 parts sociales de la classe B
- * 5 parts sociales de la classe C
- * 5 parts sociales de la classe D
- * 5 parts sociales de la classe E
- * 5 parts sociales de la classe F
- * 5 parts sociales de la classe G
- * 5 parts sociales de la classe H
- * 5 parts sociales de la classe I

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Langley HoldCo S.à r.l.

Référence de publication: 2013136200/125.

(130165845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

LCI Education S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 177.714.

L'an deux mille treize, le vingt et un août.

Par-devant, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LCI EDUCATION S.A.", avec siège social à L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 26 juin 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1784 du 24 juillet 2013, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 177.714.

L'assemblée est présidée par Mme Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire Mme. Brigitte Martin, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette. L'assemblée choisit comme scrutateur Mme. Claudia Rouckert, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Création de catégories d'administrateurs de classe A et B avec détermination des pouvoirs de signature et modification subséquente des articles 4 et 5 des statuts de la Société;

2. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée décide de créer des catégories d'administrateurs de classe A et de classe B et que la Société doit, par conséquent, être engagée par la signature conjointe d'un administrateur A et d'un administrateur B.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de procéder à la modification des articles 4 et 5 des statuts, pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, consistant en des membres de Classe A et des membres de Classe B, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, le conseil peut être composé d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, par la signature individuelle de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.»

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, le Président lève la séance.

Déclaration

Le Notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, note que à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en français suivi par une traduction en anglais; à la requête de ladite comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, le texte français prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand thirteen, on twenty first day of August,

Before Us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of " LCI EDUCATION S.A. ", a société anonyme, with registered office in L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg under section B and number 177.714, incorporated by a deed of the above-mentioned notary dated 26 April 2013, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1784 dated 24 July 2013.

The meeting is opened with Mrs. Sophie Henryon, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, in the chair who appoints Mrs. Brigitte Martin, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette, as secretary. The meeting elects as scrutineer Mrs. Claudia Rouckert, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state the following:

I.- The present general meeting shall have the following agenda:

1. Creation of class A and class B directors with determination of their power of signature and subsequent amendment of articles 4 and 5 of the Articles of Association of the Company;

2. Miscellaneous.

II.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of represented shares are shown an attendance list which have been signed by the shareholders or proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting; such attendance list as well as the proxies after having been signed "ne varietur" by the appearing person shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notice were necessary.

IV.- the present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting of the shareholders adopted unanimously the following resolutions:

Sole resolution

The general meeting decides to create class A and class B directors and that the Company shall be committed by the joint signature of one class A and one class B director.

As a consequence of the foregoing, the general meeting decides to amend articles 4 and 5 of the Company's Articles of Association, which will from now on have the following wording:

« **Art. 4.** The company shall be managed by a board of directors composed of at least three members, consisting of Class A directors and Class B directors, who need not be shareholders. However, when all the shares of the Company are held by a Sole Shareholder, the Board of directors may be formed with a single director under the conditions stated in the Law.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years; they shall be reelected and may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Company's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by Law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate all or part of its powers regarding the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more directors, managers or other officers who need not be shareholders. Vis-à-vis third parties, the Company is committed by the sole signature of the sole director or, in case of several directors, by the joint signatures of one class A and one class B director."

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French, followed by an English translation; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the French text will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: Henryon, Martin, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 août 2013. Relation: EAC/2013/11081. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013136214/120.

(130165691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Allway S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 180.430.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of September.

Before Maître Paul DECKER, notary in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. "AWAYPT SGPS, S.A.", a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of Portugal, having its registered office at Estrada Nacional 125, Sítio da Cascalheira, 8125-018 Loulé, parish of Quarteira, municipality of Loulé registered with the Portuguese Companies Registry of Loulé under number 510644317 (the Shareholder 1); and

2. "ALLVC SGPS, S.A.", a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of Portugal, having its registered office at Zona Industrial de Loulé (São Clemente), municipality of Loulé, registered with the Portuguese Companies Registry of Loulé under number 510120652 (the Shareholder 2, and together with the Shareholder 1, the Shareholders);

here represented by Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two (2) powers of attorney given under private seal on August 19th, 2013.

Said powers of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as aforesaid, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1^{er}. Name

There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “ALLWAY S.à r.l.” (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition, registration, licensing and management of a portfolio of patents, trademarks, logotypes, designs, process and methods of sales, copyrights and related rights or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital – Shares

Art. 5. Capital

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12.500,-) represented by one hundred twenty-five thousand (125,000) shares with a nominal value of euro one tenth (EUR 0,1) each.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

6.4. If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

6.5. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.6. For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.7. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.8. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law. l

III. Management – Representation

Art. 7. Board of managers

7.1. The Company is managed by one or more class A manager(s) and one or more class B manager(s) appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by three managers, including two class A managers and one class B manager, acting jointly.

Art. 9. Procedure

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interest so required or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes of the managers, present or represented, including the vote of at least two class A managers and one class B manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any three managers of the Company, which includes two class A managers and one class B manager or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-one of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and 7 liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;
- this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;
- assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution – Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision:

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31st, 2013.

Subscription – Payment:

The one hundred twenty five thousand (125,000) shares have been subscribed by the appearing parties, represented as aforesaid, as follows:

Shareholders	Subscription - Shares	Payment
"AWAYPT SGPS, S.A.", prenamed	65,625	EUR 6,562.80
"ALLVC SGPS, S.A.", prenamed	59,375	EUR 5,937.50
Total:	125,000	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is now at the disposal of the Company, which has been proved to the undersigned notary, who states it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the Shareholders:

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed share capital, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Mário Miguel PALMA HENRIQUES, company manager, born on March 1st, 1977 in Santiago Maior (Portugal), residing professionally at Estrada Nacional 125, 9 Sítio da Cascalheira – Quarteira, 8125-018 Loulé, freguesia de Quarteira, concelho de Loulé; and

- Mr Christophe DAVEZAC, company manager, born on February 14th, 1964 in Cahors (France), residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Carlos Alberto ROCHA MENDES, company manager, born on July 14th, 1974 in Quarteira (Portugal), residing professionally at Estrada Nacional 125, Sítio da Cascalheira – Quarteira, 8125-018 Loulé, freguesia de Quarteira, concelho de Loulé; and

- Mr Cláudio Alberto RODRIGUES CORREIA, company manager, born on December 27th, 1961 in Argentina, residing professionally at Zona Industrial de Loulé, Edifício Inovacenter, Lote 3, 8100-272 Loulé, freguesia de Loulé (São Clemente), concelho de Loulé.

3. The registered office of the Company is set at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy-holder, he/she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le onze septembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

1. « AWAYPT SGPS, S.A. », une société anonyme constituée sous le droit du Portugal, ayant son siège social sis au Estrada Nacional 125, Sítio da Cascalheira, 8125-018 Loulé, paroisse de Quarteira, Loulé, enregistrée auprès du registre portugais des sociétés de Loulé sous le numéro 510644317 (l'Associé 1); et

2. « ALLVC SGPS, S.A. », une société anonyme constituée sous le droit du Portugal, ayant son siège social sis au Zona Industrial de Loulé (São Clemente), Loulé, enregistrée auprès du registre portugais des sociétés de Loulé sous le numéro 510120652 (l'Associé 2, et ensemble avec l'Associé 1, les Associés),

ici représentées par Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé en date du 19 août 2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées « ne varietur » par la mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit :

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination « ALLWAY S.à r.l. » (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition, l'enregistrement, la licence et la gestion d'un portefeuille de brevets, de marques, de logos, de conceptions, de procédés et de méthodes de ventes, de droits d'auteur et de droits accessoires ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,1 EUR) chacune.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul ayant-droit par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

6.4. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

6.5. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.7. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.8. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi. 13

III. Gestion – Représentation

Art. 7. Conseil de gérance

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s) de catégorie A et un ou plusieurs gérant(s) de catégorie B qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus d'un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par trois gérants, dont deux de catégorie A et un de catégorie B, agissant conjointement.

Art. 9. Procédure

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix des gérants présents ou représentés comprenant au moins le vote de deux gérants de catégorie A et d'un gérant de catégorie B. 14 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de quatre gérants de la Société, comprenant deux gérants de catégorie A et un gérant de catégorie B ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque 15 associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder 16 les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution – Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire:

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

Souscription – Libération:

Les cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ont toutes été souscrites par les comparantes, représentées comme ci-avant, comme suit:

Actionnaires	Souscription - Actions	Libération
"AWAYPT SGPS, S.A.", prenamed	65.625	6.562,80 EUR
"ALLVC SGPS, S.A.", prenamed	59.375	5.937,50 EUR
Total:	125.000	12.500,- EUR

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant, qui le constate.

134771

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros (1.100,- EUR).

Décisions des Associés

Et aussitôt, les Associées, représentées comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Mário Miguel PALMA HENRIQUES, gérant de sociétés, né le 1^{er} mars 1977 à Santiago Maior (Portugal), ayant son adresse professionnelle au Estrada Nacional 125, Sítio da Cascalheira – Quarteira, 8125-018 Loulé, freguesia de Quarteira, concelho de Loulé; et

- M. Christophe DAVEZAC, gérant de sociétés, né le 14 février 1964 à Cahors (France), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Carlos Alberto ROCHA MENDES, gérant de sociétés, né le 14 juillet 1974 à Quarteira (Portugal), ayant son adresse professionnelle au Estrada Nacional 125, Sítio da Cascalheira – Quarteira, 8125-018 Loulé, freguesia de Quarteira, concelho de Loulé; et

- M. Cláudio Alberto RODRIGUES CORREIA, gérant de sociétés, né le 27 décembre 1961 en Argentine, ayant son adresse professionnelle au Zona Industrial de Loulé, Edifício Inovacenter, Lote 3, 8100-272 Loulé, freguesia de Loulé (São Clemente), concelho de Loulé.

3. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, il/elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17/09/2013 Relation: LAC/2013/42224. Reçu soixante-quinze Euros = 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/09/2013.

Référence de publication: 2013136582/447.

(130166707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Intu Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.420.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of September.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

Intu Spain Limited, a private limited company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at 40 Broadway, London, United Kingdom, SW1H 0BU and registered under number 08363580,

represented by Me Marc Frantz, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on September 23, 2013, such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1^{er}. Form, Name

There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Intu Holding S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office

The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object

The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration

The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital

The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares

Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a 4 private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital

The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder

The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers

The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers

The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company

The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers

In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the “Secretary”).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days’ written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers

The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by 7 the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses

Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest

If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification

No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors

Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders

The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. General Meetings

If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 20. Notice of General Meetings

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 21. Attendance - Representation

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 22. Proceedings

Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager (s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 23. Vote

At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 24. Minutes

The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, financial statements, distribution of profits

Art. 25. Financial Year

The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 26. Adoption of Financial Statements

At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 27. Distribution of Profits

From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter. VII. Applicable Law

Art. 29. Applicable Law

All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Shares	Amount Paid-in
Intu Spain Limited	EUR 12,500.-	1,250,000 shares	EUR 12,500.-
Total:	EUR 12,500.-	1,250,000 shares	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2014.

Shareholders Resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at three (3) the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Mr Paul Lawrence, born in Rotterdam, England, on 25 May 1970, professionally residing at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
- Mr Michel Thill, born in Arlon, Belgium, on 8 June 1965, professionally residing at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;
- Mr David Andrew Fischel, born in Wrotham, England, on 1 April 1958, privately residing at Sweethill Farm, School Lane, Ashurst, Nr Seyning, West Sussex, BN44 3AY, United Kingdom.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Intu Spain Limited, une compagnie régie par les lois d'Angleterre et du pays de Galles, avec siège social au 40 Broadway, Londres, Royaume-Uni, SW1H 0BU et immatriculée sous le numéro 08363580,

représenté par Maître Marc Frantz, avocat, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 23 septembre 2013; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination

Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la « Société ») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les « Lois »), et par les présents statuts (les « Statuts »).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés. La Société adopte la dénomination « Intu Holding S.à r.l. ».

Art. 2. Siège Social

Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet

La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 28 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Emis

Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital

Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé

L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants

Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société

Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance

Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants

Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 4. Rémunération et Dépenses

Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art 15. Conflits d'Intérêt

Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de

la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation

Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires

Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés

Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblées Générales

Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 20. Convocation des Assemblées Générales

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 21. Présence - Représentation

Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 22. Procédure

Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire. L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 23. Vote

Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 24. Procès-Verbaux

Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, comptes annuels, distributions des bénéfices

Art. 25. Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 26. Approbation des Comptes Annuels

A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 27. Distribution des Bénéfices

Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la « Réserve Légale »), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution, Liquidation

La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 29. Loi Applicable

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés	Capital Souscrit	Nombre de Parts Sociales	Montant Libéré
Intu Spain Limited	EUR 12.500,-	1.250.000 parts sociales	EUR 12.500,-
Total:	EUR 12.500,-	1.250.000 parts sociales	EUR 12.500,-

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2014.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Première Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à trois (3) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période illimitée:

- Monsieur Paul Lawrence, né à Rotterham, Angleterre, le 25 mai 1970, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- Monsieur Michel Thill, né à Arlon, Belgique, le 8 juin 1965, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- Monsieur David Andrew Fischel, né à Wrotham, Angleterre, le 1^{er} avril 1958, avec adresse privée à Sweethill Farm, School Lane, Ashurst, Nr Seyning, West Sussex, BN44 3AY, Grande-Bretagne.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 26 septembre 2013. REM/2013/1694. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 27 septembre 2013.

Référence de publication: 2013136843/627.

(130166422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

BOP Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 80.248.

Im Jahre zwei tausend und dreizehn, den dritten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg).

Hat sich eine außerordentliche Aktionärsversammlung der Aktiengesellschaft („société anonyme“) „BOP Properties S.A.“, (nachfolgend „die Gesellschaft“ genannt,) eingefunden, mit Sitz in L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, eingetragen beim Handels-und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Lu-

xembourg“) Sektion B, unter der Nummer 80.248, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 22. Dezember 2000, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 692 vom 29. August 2001, deren Satzungen wurden zum letzten Mal abgeändert, gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar 25. Mai 2004, veröffentlicht im „Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations“ Nummer 794 vom 3. August 2004,

Den Vorsitz der Versammlung hat Herr Joachim Albert WÖRZ, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in 47, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herr Herbert MÜLLER, Diplom-Ingenieur, wohnhaft in L-5485 Wormeldange-Haut, Wengertswee, 14.

Die Versammlung bestellt als Stimmzählerin Frau Rosemarie QUINT, Privatbeamtin, wohnhaft in 14, Wengertswee, L-5485 Wormeldange-Haut.

Der Vorsitzende stellt fest dass:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern der Versammlung "ne varietur" unterschrieben wurden, zusammen mit der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben, um mit demselben einregistriert zu werden.

III.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; so- mit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

IV.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung:

1. Sitzverlegung nach L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.
2. Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 2 der Satzungen.
3. Verschiedenes.

Alsdann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Einziger Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz, mit Wirkung zum 2. September 2013, nach L-6776 Grevenmacher, 15, Rue de Flaxweiler, zu verlegen und dementsprechend den ersten Absatz von Artikel 2 der Satzungen abzuändern wie folgt:

" Art. 2. (erster Absatz)

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher."

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr 850,- EUR abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Grevenmacher, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Joachim Albert WÖRZ, Herbert MÜLLER, Rosemarie QUINT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 septembre 2013. Relation GRE/2013/3662. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Junglinster, den 27. September 2013.

Référence de publication: 2013136652/55.

(130166718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Yorkham S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 173.415.

Cession de parts

Il résulte de la cession de parts survenue en date du 30 mai 2013, que l'associée unique, Conseil Comptable S.A., détenant les 12.500 parts dans la société Yorkham S.à r.l.

a cédé la totalité de ses parts à:

D.Law, société à responsabilité limitée avec siège social à Route de Trèves, L-2632 Findel*, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.269.

Dès lors, il y a lieu d'inscrire la nouvelle répartition comme suit:

D.Law, société à responsabilité limitée 12.500 parts

* Veuillez noter que l'adresse de D.Law ne comporte pas de numéro de rue.

Pour extrait conforme déposé aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013

Référence de publication: 2013137162/19.

(130166829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

JMC Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3940 Mondercange, 30, rue de Pontpierre.

R.C.S. Luxembourg B 89.529.

Cession de parts

Monsieur Celio Marques Cadete (vendeur), demeurant à 626 rue de Neudorf

L-2220 Luxembourg cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière,

à

Monsieur Joao Carlos Almeida Martins (acheteur), demeurant à 30 rue Pontpierre L-3940 Mondercange, la pleine propriété de

50 (cinquante) actions

lui appartenant dans la société JMC CONSTRUCTIONS SARL, dont le siège social est 30 rue de Pontpierre L-3940 Mondercange, inscrite au RCSL sous le numéro B 89529.

Fait à Mondercange, le 17.09.2013.

Référence de publication: 2013137440/17.

(130167560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

CMC Mathias Import/Export S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 161.142.

Constatation du 24 septembre 2013

Les actionnaires, réunis en assemblée générale, consentent à la résolution suivante:

Monsieur Carlos Alberto ASSUNCAO BANDEIRAS, demeurant à 25 Rue de la Gare, L-5713 Aspelt, démissionne avec exécution au 1^{er} octobre 2013, en tant qu'Administrateur de la Société.

Monsieur Carlos Alberto ASSUNCAO BANDEIRAS, demeurant à 25 Rue de la Gare, L-5713 Aspelt, démissionne avec exécution au 1^{er} octobre 2013, en tant qu'Administrateur délégué de la Société.

Madame Maria Albertina MENDES PRATES, née le 27 juillet 1967 à Cano (P), demeurant à 132 Route d'Esch, L-3922 Mondercange, est nommée en tant qu'Administrateur de type A, avec exécution au 1^{er} octobre 2013, pour une période indéterminée,

Monsieur Paulo Manuel DA SILVA VEIGA, né le 3 juin 1969 à Seixo de Ansiaes (Portugal), demeurant à 132 Route d'Esch, L-3922 Mondercange est nommé, pour une période indéterminée, en tant qu'Administrateur délégué de la Société, avec exécution au 1^{er} octobre 2013.

Le nouveau conseil d'administration est composé à partir du 1^{er} octobre 2013 par deux administrateurs de type A et d'un administrateur de type B, à savoir:

- Monsieur Paulo Manuel DA SILVA VEIGA, demeurant à 132 Route d'Esch, L-3922 Mondercange est repris comme Administrateur de type A.

- Madame Maria Albertina MENDES PRATES, gérante de magasin, née le 27 juillet 1967 à Cano (P), demeurant à 132 Route d'Esch, L-3922 Mondercange est reprise comme Administrateur de type A.

- La société JOTABE SA, ayant son siège social à 61 Route de Longwy, L-8080 Bertrange est reprise comme Administrateur de type B.

Fait à Bertrange, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137302/28.

(130167648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.